



Les recettes tirées des ressources naturelles pourraient réduire le nombre d'enfants non scolarisés de 86 % dans 17 pays en développement

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : Un nouveau document du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* de l'UNESCO montre que 17 pays en développement* pourraient financer l'accès à l'école primaire de 86 % de leurs enfants non scolarisés ou de 42 % de leurs adolescents s'ils géraient de façon plus appropriée les recettes qu'ils tirent de leurs ressources naturelles.

Publié pendant la semaine du Forum économique mondial sur l'Afrique (Le Cap, Afrique du Sud, du 8 au 10 mai), le document d'orientation révèle que dans ces 17 pays, 5 milliards de dollars US supplémentaires pourraient être mobilisés chaque année en faveur de l'éducation si 30 % des recettes tirées de leurs minéraux et 75 % des recettes tirées de leur pétrole et de leur gaz étaient transformés en recettes publiques et si 20 % de cette somme était investi dans l'éducation. Cette somme est deux fois et demi supérieure à celle que ces pays ont perçue en 2010 sous forme d'aide à l'éducation. Elle comblerait un cinquième du déficit de financement de 26 milliards de dollars US actuellement nécessaire pour offrir à tous les enfants une éducation de base de bonne qualité.

« L'engagement national en faveur de l'éducation doit être soutenu par des ressources appropriées. Les 17 pays examinés dans cette étude sont confrontés à d'énormes défis dans le domaine de l'éducation qui ne peuvent être relevés que grâce à un financement supplémentaire susceptible de renforcer leurs systèmes, » a déclaré Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO. « L'étude découvre que les recettes tirées des ressources naturelles pourraient permettre à ces pays de scolariser plus de 11 millions d'enfants supplémentaires. Il s'agit d'une occasion d'investir dans les générations futures qui pourrait être saisie dès maintenant. »

Intitulé *Faire de la « malédiction des ressources » une bénédiction pour l'éducation*, le document du Rapport mondial de suivi sur l'EPT donne des exemples de recettes que les ressources naturelles pourraient procurer à l'éducation :

- En **Ouganda**, suite aux récentes découvertes de pétrole, le budget total du gouvernement devrait pratiquement doubler d'ici à 2016. Ceci pourrait avoir pour conséquence de doubler le budget de l'éducation et de scolariser tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire ou un premier cycle du secondaire.
- En **République démocratique populaire lao**, en 2013, la valeur du cuivre et de l'or a probablement doublé par rapport à 2008, une augmentation qui devrait permettre au pays de multiplier par deux son budget de l'éducation et de pratiquement atteindre l'enseignement primaire universel.

- La **République démocratique du Congo** perçoit moins de 10 % des revenus générés par ses minéraux alors que les 90 % restants reviennent aux sociétés d'extraction. Rechercher un meilleur compromis avec ces sociétés et mobiliser des recettes publiques plus importantes pourrait permettre de scolariser l'ensemble des enfants en âge de fréquenter l'école primaire.

La transparence des exportations de ressources naturelles est fondamentale mais elle ne suffit pas à protéger l'avenir d'un pays ; il est également très important que les pays concluent de bons accords et qu'ils réservent une part des recettes à l'éducation.

« De nombreux pays ont mal géré les recettes tirées de leurs ressources naturelles, ont mal négocié les contrats conclus avec les sociétés extractives ou ont fait de mauvais choix en matière de dépenses » a déclaré Mme Pauline Rose, directrice du Rapport mondial de suivi sur l'EPT. « Dans certains cas, au lieu d'être affectés à l'éducation, les fonds ont été utilisés pour des conflits armés. Si leurs recettes étaient mieux gérées et si 20 % de ces recettes était affecté à l'éducation, dix des 17 pays que nous avons analysés pourraient atteindre l'enseignement primaire universel. »

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT a créé un partenariat avec l'ONG internationale Global Witness et l'Africa Progress Panel, présidé par M. Kofi Annan, afin d'exhorter les pays à utiliser leurs recettes tirées des ressources naturelles à des fins sociales, telles que l'éducation. Ils appellent également le G8 à accorder la priorité à la transparence dans leur agenda.

Recommandations :

1. Les pays riches en ressources « anciennes » et « nouvelles » doivent optimiser les recettes qu'ils en tirent afin d'améliorer les services sociaux et, plus particulièrement, l'éducation
2. Les fonds obtenus grâce aux ressources doivent être gérés efficacement et dans la transparence afin de permettre aux citoyens de contrôler de quelle façon ils sont utilisés. Tous les pays riches en ressources naturelles devraient publier chaque année leurs données budgétaires (notamment les recettes tirées des ressources, le budget adopté, les dépenses réelles et un rapport de vérification) et signer l'Initiative relative à la transparence des industries extractives ainsi que les autres mesures visant à la transparence et à la justice fiscale
3. Au moins 20 % des fonds mobilisés grâce aux ressources devrait être affecté à l'éducation, ce qui procurerait des avantages équitables et durables à la population.

- FIN -

- Pour en savoir plus et accéder aux entretiens, à l'infographie sur le sujet, ou à des photographies sur l'éducation dans chacun des pays concernés, veuillez contacter Mme Kate Redman en lui adressant un courriel à l'adresse suivante : ou en lui téléphonant au numéro suivant : + 33 (0)6 71 78 62 34
- L'intégralité du document est accessible grâce au lien suivant : ['Turning the resource curse into a blessing for education'](#)

Élaboré par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le [Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour Tous](#) est un document de référence qui a pour objet d'enrichir, d'orienter et de soutenir l'engagement authentique en faveur de l'Éducation pour tous.

*NOTE AUX RÉDACTEURS

De nombreux pays riches en ressources naturelles pourraient réaliser l'Éducation pour tous s'ils accroissaient les recettes collectées et mettaient davantage l'accent sur l'éducation

Pays	Situation actuelle					Potentiel		
	Pays touché par un conflit ¹	Taux d'alphabétisme des jeunes 2005-2010	Éducation en % des dépenses publiques totales 2010	Revenus des ressources naturelles		Fonds supplémentaires pour l'éducation pouvant être tirés des revenus des ressources naturelles ² Millions de dollars EU	Enfants non scolarisés qui pourraient être financés par les revenus des ressources naturelles ³	
				% des exportations de ressources naturelles 2007-08	% des recettes publiques totales 2007-08		Nombre (milliers) ⁴	%
Pays tributaire des ressources naturelles								
Pétrole et gaz								
<i>Iraq</i>	Oui	83	...	111	89	...	...	...
<i>Angola</i>	Oui	73	9	54	81	2 245	493	100
<i>Yémen</i>	Oui	85	16	77	72	...	...	...
<i>Nigéria</i>	Oui	72	...	72	79	457	2 374	23
<i>Congo</i>	Non	80	...	54	83	271	56	100
<i>Tchad</i>	Oui	47	10	41	72	247	1 895	...
<i>Cameroun</i>	Non	83	18	39	34	203	179	100
Minéraux								
<i>R. D. Congo</i>	Oui	65	9	8	20	223	3 620	...
<i>Zambie</i>	Non	74	...	8	10	159	184	100
<i>Papouasie-N.-G.</i>	Non	68	...	24	37	49	334	...
<i>Guinée</i>	Oui	63	19	11	22	45	355	100
<i>Mauritanie</i>	Non	68	15	30	25	...	...	...
<i>Sierra Leone</i>	Oui	59	18	4	2	11	97	...
<i>Libéria</i>	Oui	77	12	...	15	...	...	...
Gisements récemment découverts⁵								
Pétrole et gaz								
<i>Soudan du Sud</i>	Oui	37	...	...	...	762	3 876	...
<i>Ouganda</i>	Oui	87	15	...	...	450	623	100
Minéraux								
<i>Afghanistan</i>	Oui	...	...	...	...	120	1 786	...
<i>R.-U. Tanzanie</i>	Non	77	18	...	...	130	137	100
<i>RDP Lao</i>	Non	84	13	...	...	95	23	100
<i>Burkina Faso</i>	Non	39	21	...	...	82	596	58
<i>Malawi</i>	Non	87	15	...	...	12	62	100
Les deux								
<i>Ghana</i>	Non	81	24	...	...	692	567	100
<i>Niger</i>	No	37	17	...	...	92	916	91

Notes : les pays figurant dans le tableau sont ceux où le taux d'alphabétisme des jeunes est inférieur à 90 %. Le Cambodge, la Côte d'Ivoire, Madagascar et le Mali vont aussi développer l'extraction des ressources naturelles dans les années à venir, mais le volume potentiel des exportations n'est pas encore connu. Les pays dont les noms figurent en italiques sont les dix-sept inclus dans le chiffre global utilisé dans le texte.

1. Selon la liste des pays touchés par un conflit établie pour le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011.

2. Les « Fonds supplémentaires pour l'éducation pouvant être tirés des revenus des ressources naturelles » sont fondés sur les hypothèses suivantes : (a) les gouvernements portent la part des recettes générées par les ressources naturelles à 30 % pour les pays riches en minéraux et à 75 % pour les pays riches en pétrole et en gaz, et (b) les gouvernements consacrent à l'éducation 20 % des recettes supplémentaires (c'est-à-dire au-dessus de ce qui est déjà perçu). Comme l'Iraq et le Yémen tirent déjà plus de 75

% des exportations de pétrole et la Mauritanie 30 % des exportations de minéraux, il n'y a pas de fonds supplémentaires pour l'éducation.

3. Les coûts unitaires par élève ont été calculés pour les écoles du primaire et du premier cycle du secondaire sur la base des évaluations de l'EPDC et de l'UNESCO (2009) (incluant donc les améliorations de la qualité) ou des coûts unitaires réels tels qu'indiqués dans les tableaux statistiques du présent Rapport. Pour les pays où il n'y avait pas de données disponibles, on a utilisé une moyenne du groupe de revenu.

4. Pour les pays disposant de données, le nombre potentiel d'élèves qui pourraient être financés a été plafonné au nombre d'enfants non scolarisés existant, avec un reliquat de fonds dans de nombreux cas. Pour les pays dépourvus de chiffres sur les enfants non scolarisés, le nombre total d'enfants qui pourraient être financés figure en italiques. Ce chiffre ne signifie pas qu'il y a nécessairement autant d'enfants non scolarisés.

5. Pour les pays où des gisements ont été récemment découverts, une moyenne annuelle sur la période 2010-2015 des projections actuelles du FMI sur les recettes générées par les exportations de ressources naturelles a été utilisée pour calculer le potentiel de financement de l'éducation. Sources : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2012) fondés sur les examens menés par le FMI en vertu de l'article IV et sur EPDC et UNESCO (2009) ; annexe, tableaux statistiques 2 et 9.